

Contexte général de l'action à Istanbul dans le cadre de la Biennale du design 2012 (13/10- 12/12)

CONTEXTE GENERAL TURQUIE

« Fondée il y a 89 ans, la jeune république Turque jouit ces dernières années d'un dynamisme économique la plaçant dans le peloton de tête des pays émergents à forts taux de croissances.

Le gouvernement AKP en place depuis 2002 embrasse habilement traditions turco-islamiques (Islam modéré) et néo-libéralisme profitant d'un pays de plus de 70 millions de consommateurs dont 50% est âgée de moins de 30 ans.

Istanbul, l'ancienne cité Impériale, qui avait connu une période de déclin suite au déplacement de l'administration centrale à Ankara lors de la fondation de la république est à nouveau une des mégapoles à l'avant plan sur la scène internationale, que ce soit au niveau de la finance ou de la culture.

La ville connaît depuis 20 ans une expansion fulgurante avec 400.000 nouveaux habitants par an, s'en suivant une urbanisation sans contrôle, ou peu, ayant entraîné la prolifération de quartiers entiers construits sans autorisation. Généralement les ossatures en béton armé de ces quartiers ne sont pas conformes aux normes antisismiques. (Phénomène répandu dans toutes les autres villes, dans un pays qui a connu un exode rural plus tardif qu'en Europe).

Le tremblement de terre de 1999 à Izmit et le plus récent d'août 2011 à Van (Est du Pays) ont entraîné l'annonce par le gouvernement d'une grande campagne de remise en état du parc immobilier sur l'ensemble du pays dont on estime à 7 millions le nombre de bâtiment non conforme sur les 19 millions existants.

Cette annonce gouvernementale a pour but de maintenir les chiffres du taux de croissance dans le top mondial en dopant le secteur de la construction locale, selon les modèles de Dubaï et de Shanghai... Soit une promesse de "rénovation urbaine" violente à l'encontre des villes et des habitants, sous le regard approbateur du boulier compteur.

Par tradition Ottomane, la Turquie est restée friande de culture et architecture Européenne à a condition qu'elle soit spectaculaire et véhiculée par de grand noms. Norman Foster et Zaha Hadid ont déjà un pied à Istanbul et il est certain que d'autres vont suivre, malgré l'émergence d'une scène architecturale locale de qualité dans le sillage de personnalités comme Emre Arolat et Nevzat Sayin. »

RETROACTES OPERATIONS BELGES SUR PLACE EN ARCHITECTURE-URBANISME-INGENIERIE

Depuis quelques années, on observe un réel engouement des architectes belges (et hollandais) pour le marché Turque : ils sont attirés tant par la scène culturelle en effervescence, que par les débouchés économiques réels. 3 exemples ci-dessous l'attestent :

1. 2010 - Exposition Laurent NEY « Shaping Force » à Istanbul

BOZAR a consacré à Laurent Ney (le célèbre ingénieur belgo-luxembourgeois installé à Bruxelles) une très belle exposition qui s'est tenue en mai 2010 (<http://www.bozar.be/activity.php?id=9742&>).

Cette exposition a été également montrée avec succès à Istanbul.

2. 2010 - Human Cities Istanbul

Le festival européen Human Cities, qui s'interroge sur des questions urbaines, a été créé en mai 2010 depuis/à Bruxelles.

En septembre-octobre, un événement lié a été organisé à Istanbul.

3. Octobre 2012 - « Making city: Test Site Istanbul »

Le NAI (Nederlands Architectuur Instituut) mène un projet à Istanbul dans le cadre de la Biennale d'architecture de Rotterdam. Y participent le curateur de la biennale, Joachim Declerck et le bureau 51N4E, tous deux bruxellois-flamands. Cette biennale propose une exposition centrale « Making city », qui sera déclinée dans les mois à venir dans 3 « Test Sites », dont Istanbul :

MAKING CITY

Curateurs : **George Brugmans** (NL, directeur du NAI), **Joachim Declerck** (B, co-fondateur du programme Architecture Workroom Brussels) et **Heink Ovník** (NL, Directeur du Développement Spatial au sein du Ministère des Infrastructures et de l'Environnement).

Projet : Il s'agit de la curatelle-chapeau à tous les projets menés dans le cadre de la biennale. Leur « curator statement » se résume en ce slogan : **No Cities, No Future**. 'How do we make city?' est la question centrale de cette cinquième Biennale. Les curateurs ont souhaité associer à la réflexion tous les décideurs, qu'ils soient politiques ou économiques.

Exposition : Au NAI, sont exposés 33 projets en provenance de 25 villes ou régions. Outre la recherche théorique, ils ont en effet axé leur travail sur :

- les **3 cas approfondis des Test Site Rotterdam, Istanbul et Sao Paolo** (décrits ci-dessous)
- un **Atelier Making Project** qui présente **7 projets majeurs d'urbanisme aux Pays-Bas**
- un appel à candidature qui a permis de sélectionner **23 projets d'expérimentation urbaine à travers le monde** (dont Bruxelles, la Flandre, Paris, Bordeaux, la Vénétie, New York, Zurich, ...)

TEST SITE ISTANBUL

Depuis 2009, en collaboration étroite avec les gouvernements et partenaires locaux, l'IABR a coordonné 3 projets, avec des curateurs locaux associés, dans ce qu'ils ont appelé des **TEST SITES**. Ces projets-pilotes qui ont lieu à Rotterdam, Istanbul et Sao Paolo sont présentés dans le cadre de l'exposition principale au NAI. Celui d'Istanbul nous intéresse ici :

Curatrice associée : **Asu Aksoy** (Bigli University, Istanbul, Turquie)

Partenaires : C'est une collaboration entre l'IABR, la Municipalité d'Arnavutköy Istanbul et Arkitera. L'Atelier Istanbul a reçu des fonds du NAI. L'exposition est soutenue par la Ville de Rotterdam, le Netherlands Consulate General à Istanbul, le Dutch Design Fashion Architecture programme et SICA (Turkey-Netherlands 2012).

Bureaux associés au projet : **51N4E** (B) et **H+N+S Landscape Architects** (NL). Ils ont été choisis par Asu Aksoy en collaboration avec **Joachim Declerck**, tous deux désignés « Ateliers Masters » du projet.

Projet : Le projet est sous-titré « The alliance of the realms: city – water – agriculture. Strategic vision for the sustainable development of the Municipality of Arnavutköy in Istanbul ». Les 2 bureaux mentionnés ont réalisé une étude sur l'utilisation de l'eau dans les différents quartiers d'Istanbul, envisageant tous les paramètres (source de l'eau, traitement, agriculture, nouveaux logements, infrastructures) : "Making City Istanbul (<http://www.iabr.nl/EN/program/exhibitions/Making.City.Istanbul.php>) devotes particular attention to the role that design and architecture can play in forging alliances, getting to the heart of planning issues, designing visions and scenarios, and achieving the final result. An extensive programme of presentations, debates and workshops will accompany the exhibition to stimulate further international sharing of knowledge and expertise".

Le Gouvernement des PB et la municipalité d'Arnavutköy ont libéré un budget pour que l'étude soit mise en pratique, via un projet-pilote. Il s'agit de démontrer que leurs propositions peuvent trouver une réponse concrète immédiate, avec les « moyens du bord », sans que cela soit régi/retardé par toutes les instances gouvernementales du pays.

Exposition : Outre l'espace occupé en ce moment dans l'exposition du NAI (10 m2 environ), une exposition aura lieu dans une galerie à **Istanbul du 4 au 31 octobre 2012** (Location: Taksim Cumhuriyet Sanat Galerisi Maksem, Taksim Square, Istanbul). A la maquette de relief exposée (avec un film qui passe dessus) seront ajoutés des illustrations via une sélection de « bonnes pratiques » réalisées aux P-B, en Turquie et à l'international.

MISSION ECONOMIQUE TURQUIE 14-20/10/2012

La précédente mission économique princière en Turquie a été organisée en 2004. Depuis lors, la Turquie a connu une impressionnante montée en puissance industrielle et commerciale. Elle figure d'ailleurs parmi les Next Eleven ou N-11, un ensemble de onze pays (Bangladesh, Corée du Sud, Égypte, Indonésie, Iran, Mexique, Nigeria, Pakistan, Philippines, Turquie et Viêt Nam) susceptibles de compter dans l'économie mondiale, avec la Triade (États-Unis, Japon et Union européenne) et les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). La Turquie est donc un marché très convoité, non seulement par des pays proches mais également par des pays lointains.

La Turquie offre bon nombre d'opportunités et de débouchés pour les entreprises wallonnes et bruxelloises, d'autant plus que le **Gouvernement turc vise également à attirer davantage d'investissements étrangers**. La **situation stratégique** de la Turquie (carrefour entre l'Asie et l'Europe), le **pouvoir d'achat sans cesse grandissant de ce peuple jeune** (65% des 74 millions de Turcs ont moins de 34 ans) et une **croissance économique escomptée de 9.5% pour la période 2011-2016 font de la Turquie** « the place to be » pour tout entrepreneur.

La mission économique en Turquie, Présidée par Sar le Prince Philippe, se tiendra du 14 au 20 octobre 2012. Elle débutera à **Istanbul**, elle se rendra ensuite à **Ankara** pour se terminer à **Izmir**. Les sociétés intéressées doivent s'inscrire avant le 20 juillet 2012.

Durant la mission, une attention particulière sera portée aux principaux **secteurs porteurs en Turquie**, à savoir : **Construction et infrastructures** / TIC / Energies renouvelables / **Transport & Logistique** / Technologies environnementales / Santé et biotechnologies.

Renseignements et inscriptions :

- **pour les Wallons, via le site de l'AWEX :**

<http://www.awex.be/fr-BE/Nos%20services%20à%20l%27export/Programme%20d%27actions/Pages/2012-APEUR-TURQUIE-Mission-princière.aspx>

- **pour les Bruxellois, via le site de Bruxelles Export & Invest :**

http://www.brussels-export.be/index.cfm?fuseaction=Content.DisplayContent&Content_ID=4DF915A8-19B9-EA09-2899A1AC50BED6EA&Category_ID=24EB0D75-CE91-EC97-1B1C048F8F668A07

INFORMATIONS ECONOMIQUES DE BRUXELLES EXPORT ET L'AWEX

A. INFORMATIONS GENERALES

« Euroméditerranée dans le viseur », Mis en ligne le 21/04/2012 sur le site de la Libre Belgique. Interview de Philippe Suinen qui dit que l'UE doit s'élargir aux pays musulmans.

On sait que la Wallonie a pris une longueur d'avance dans le business dit "halal" (produits qui respectent les interdits de la religion musulmane). L'idée, portée par l'Awex (Agence wallonne à l'exportation), est bien entendu de mieux pénétrer les économies des pays où l'Islam domine. Voilà pour le moyen terme. Mais Philippe Suinen, patron de l'Awex, voit encore un peu plus loin : pour lui, inscrire les entreprises wallonnes dans une labellisation "halal" anticipe l'évolution future de l'Union européenne. Vers quoi ? Vers une union de l'Euroméditerranée. C'est-à-dire vers une organisation politique et économique englobant des pays musulmans. Il y a donc une belle carte à jouer pour la Wallonie, qui est déjà l'une des régions d'Europe les plus en pointe pour le "halal".

"L'Euroméditerranée est appelée à remplacer l'UE dans quelques années ou quelques dizaines d'années, analyse Philippe Suinen. Ce nouvel ensemble se réalisera par l'adjonction des pays d'Afrique du Nord et de la **Turquie**. Il faut donc garder tous ces pays dans notre environnement politique. Les exportations wallonnes ont pris un coup en 2011 en diminuant de manière assez forte au niveau des pays d'Afrique du Nord. Mais ça ne sera pas toujours comme cela. Ce sont des pays qui regardent vers l'Europe. Et, comme le Maroc et la **Turquie**, ils ont une économie en bonne voie, une bonne croissance, de bons atouts. Il y aura à l'avenir une diminution des inégalités vis-à-vis de ces pays et le sud du bassin méditerranéen voudra rentrer dans un processus d'intégration vis-à-vis de l'Europe."

D'où Philippe Suinen tire-t-il sa conviction que l'Union européenne s'élargira au sud de la Méditerranée ? "À l'avenir, les économies seront en général de plus en plus intégrées et les populations aussi. En effet, on va connaître chez nous la 4e et la 5e génération d'immigrés. Il n'y aura plus de risque de ghettoïsation de ces populations ni de communautarisme. Il y a une valeur ajoutée à cette immigration sur notre sol. On l'utilise déjà via le programme "Explort" où l'on forme des jeunes et on les envoie dans des pays d'exportations pour aider nos entreprises. On passe notamment par la diaspora du pays ainsi "exploré". C'est le cas par exemple pour le Maroc et la **Turquie**."

Au-delà de cette analyse, le patron de l'Awex appelle les autorités européennes à prendre au sérieux les demandes d'intégration venant des pays sud-méditerranéens. "La **Turquie**, par exemple, a déjà une économie terriblement dynamique et des entreprises qui sont très professionnelles. Il faut donner autant de considération à la demande de la Turquie que l'on en donne à la Croatie ou à d'autres pays candidats. L'Europe doit augmenter sa taille critique grâce aux pays du bassin méditerranéen pour être encore plus forte sur la scène mondiale et devenir vraiment un gros joueur. L'Euroméditerranée devra aussi mettre en avant cette diversité culturelle et en jouer comme un atout sur la scène mondiale."

Extrait de la Newsletter Turquie, N°56 – Janvier-Février 2012, de Bruxelles Invest & Export :
« La Turquie pourrait clôturer l'année 2011 avec une croissance de plus de 7,5%.

Sur les neuf premiers mois de l'année, la croissance a été de 9,6 %, selon le Tüik. En revanche, l'inquiétant déficit des comptes courants s'est encore creusé, progressant de 31,5 milliards de dollars sur les dix premiers mois de l'année, soit une augmentation de 94% par rapport à la même période en 2010, pour atteindre 60 milliards de dollars, selon la Banque centrale.

En 2011, les principaux secteurs contributeurs de la croissance ont été l'intermédiation financière (+15,8%), la construction (+10,6%), le commerce (+9,6%), le transport et les communications (+9,7%),

l'immobilier (+9,4%) et l'industrie (+8,2%). Du côté de la demande, les principales contributions viennent de la consommation publique (+13,7%) et des investissements du secteur privé (+17,2%).

En données ajustées des variations saisonnières, le Produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 1,7% par rapport au trimestre précédent, selon le Tüik qui a par ailleurs révisé à la hausse le taux de croissance record du premier trimestre 2011, le faisant passer de 11,6 % à 12 %.

La Turquie, pays d'environ 74 millions d'habitants et 17e économie mondiale, avait enregistré une croissance de 8,9% en 2010. Le pays a affiché la deuxième plus importante croissance trimestrielle après la Chine.

De plus, une croissance de l'ordre de 8% était attendue pour 2011. Le gouvernement prévoit une croissance économique de 4% en 2012, en nette baisse en raison de la crise de la zone euro. En 2013 et 2014, Ankara table sur un taux de 5%. En 2009, plongée dans la récession du fait de la crise mondiale, l'économie turque s'était contractée de 4,8%. Le produit national brut (PNB) par habitant s'est élevé à 10.079 dollars pour 2010. Ce chiffre était de 8.590 dollars en 2009. »

B. INFORMATIONS POUR LE SECTEUR ARCHITECTURE – CONSTRUCTION

Autre article extrait de la même newsletter de BIE :

« La péninsule du vieil Istanbul, les bords du Bosphore et la Corne d'Or vont être désormais protégés de toute construction illégale portant atteinte à ce patrimoine culturel, classé par l'U.N.E.S.C.O. (Organisation des Nations Unies pour la l'Education, la Science et la Culture) depuis 1985. Intitulé le "plan silhouette de la mer" par la Direction de la planification urbaine, il comprend d'abord une phase d'étude de l'urbanisme de ces trois zones avant d'établir les droits d'occupation des sols afin de contrôler la population urbaine et par ce biais empêcher la construction de gratte-ciels qui gâcherait la vue. Le plan de protection des plus belles vues d'Istanbul sera effectué en concertation avec la Chambre d'architecture, les cabinets d'urbanistes d'Istanbul et les planificateurs de plan de bâtiments de la municipalité. »

Extrait du rapport économique 2011 de Frank MURARI (AEC AWEX à Istanbul), incluant le secteur cimentier et celui de la construction :

« Le secteur cimentier :

La Turquie qui devint autosuffisante dans les années » 80 entama alors un programme radical de privatisations devant mener quelques années plus tard à la réalisation intégrale du processus.

Ce secteur d'activité industrielle devenu secondaire en Europe demeure ici en Turquie un secteur qui a de l'avenir.

L'industrie cimentière, à présent à 100 % aux mains du secteur privé national ou étranger (France-Allemagne-Russie-Irlande-Italie essentiellement) augmente sa production de 10 à 20 % par ans depuis dix ans.

Le marché turc demeure très dynamique tant la demande en nouveaux logements et travaux publics est grande. La capacité d'absorption du marché intérieur ayant toutefois été atteinte la Turquie est devenue une exportatrice nette de ciment, essentiellement vers les pays de la CEI ainsi que vers le proche et moyen orient.

Les technologies utilisées suivent l'évolution visant à optimiser les rendements et respecter au mieux l'environnement.

Ces technologies la Wallonie les possède, au moins en partie, et a par ailleurs activé un cluster spécifique. Nous traitons d'ailleurs chaque année des dossiers de sociétés Wallonnes proposant leur savoir-faire en la matière.

Le pays compte plus de 50 cimenteries et produit annuellement plus de 80 millions de tonnes de ciment et ces installations nécessitent de considérables investissements de mise à niveau, concernant un savoir-faire que la Turquie ne maîtrise pas aujourd'hui.

La construction :

En moins de vingt ans la Turquie l'acteur majeur du Proche et Moyen Orient, avec un marché intérieur toujours orienté à la hausse et un savoir-faire lui permettant d'agir seule ou en partenariat quand c'est nécessaire. La présence de nos sociétés lors des salons spécialisés Turkeybuild se révèle profitable, mais les participants pourraient être encore plus nombreux vu l'opportunité positivement singulière offerte. »

Quelques infos concernant des projets d'infrastructures :

Le secteur turc des infrastructures attire chaque jour plus d'investisseurs, intéressés par les opportunités commerciales de long terme.

□ Les autorités nationales et locales turques, qui ont déjà mis en œuvre de nombreux projets d'infrastructures au travers de partenariats public-privé (PPP), souhaitent également réaliser d'autres projets d'infrastructures dans l'éducation, l'énergie, la défense, la santé, les transports et d'autres services publics. Par ailleurs, les programmes de privatisation en Turquie créent aussi des opportunités dans le domaine des infrastructures. Bien que les efforts de privatisation de la Turquie aient déjà généré 44 milliards de dollars US dans les huit dernières années, ils ne s'arrêteront pas là, certains secteurs comme les infrastructures et la production d'énergie n'étant que partiellement privatisés. La demande croissante d'énergie en Turquie, qui exige d'investir plus de 100 milliards de dollars US dans les dix années qui viennent, offre de nombreuses opportunités d'investissement aux sociétés énergétiques. □ Depuis quelques années, le secteur turc des infrastructures attire des investissements étrangers directs (IED) considérables.

Entrées d'IED dans le secteur des infrastructures en Turquie (Millions de dollars US)								
Sous-secteurs	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
Électricité, gaz et eau	66	4	112	568	1 068	2 126	1 814	2 597
Construction	3	80	222	285	336	208	330	220
Hôtels et restaurants	1	42	23	33	24	54	113	34
Transports, stockage et communications	639	3 285	6 696	1 117	170	391	212	178
Immobilier, location et services aux entreprises	3	29	99	560	641	560	409	478
Éducation	0	17	0	0	0	1	17	49
Santé et services sociaux	35	74	265	177	149	106	111	160
Total	747	3 531	7 417	2 740	2 388	3 446	3 006	3 716

Source : Banque centrale de la République de Turquie (TCMB) □ *Janvier à septembre 2011

Le gouvernement, qui affiche de grandes ambitions pour 2023, l'année du centenaire de la République, prévoit des objectifs grandioses pour le secteur des infrastructures. L'objectif global est de faire de la Turquie l'une des 10 premières puissances économiques mondiales, ce qui suppose naturellement d'investir en masse dans la construction d'infrastructures de toutes sortes : ports, ponts, aéroports, routes, voies de chemin de fer, trains à grande vitesse, hôpitaux, etc.

« Compte à rebours pour les gigantesques projets d'infrastructure et de privatisation en Turquie »
23.3.2012

Dünya – Les appels d'offres pour deux des plus grands projets d'infrastructure et de privatisation en Turquie (la construction d'un troisième pont sur le détroit d'Istanbul et le transfert des droits d'exploitation des autoroutes d'une longueur de 2236 km), devraient commencer dans les mois à venir. □□La date finale de candidature pour la qualification préliminaire au projet de privatisation des autoroutes et des ponts et les offres finales pour la construction du troisième pont sur le Bosphore doivent avoir lieu le même jour, à savoir le 5 avril. □□Les ponts et les autoroutes seront privatisés en une seule opération : les deux ponts sur le Bosphore et les périphériques associés, les autoroutes Edirne-Istanbul-Ankara, Pozanti-Tarsus-Mersin, Tarsus-Adana-Gaziantep, Toprakkale-İskenderun, Gaziantep-Şanlıurfa, İzmir-Çeşme, İzmir-Aydın ainsi que les périphériques d'Izmir et Ankara. La date de clôture des offres est fixée au 17 mai. □□La privatisation des autoroutes représente jusqu'à présent l'une des ventes les plus importantes des actifs publics en Turquie, au moins 20 sociétés ayant manifesté leur intérêt pour ce projet. Selon un rapport publié par l'hebdomadaire Bloomberg Businessweek, l'accord de transfert des droits d'exploitation des ponts et routes à péage les plus fréquentés de Turquie depuis 25 ans pourrait atteindre jusqu'à 6 milliards de dollars US. La société de construction Vinci SA, première d'Europe, le spécialiste des péages Autostrade per l'Italia SpA et le groupe d'ingénierie malaysien UEM Berhad figurent parmi les candidats attendus. □□La construction d'un troisième pont sur le Bosphore dans le cadre du projet d'autoroute Nord-Marmara devrait faire l'objet d'un nouvel appel d'offres après que le montant initial du projet a été réduit à environ 2,5 milliards de dollars US (initialement 6 milliards).

Et enfin, quelques information via Isabelle Cenci sur le projet pharaonique de Canal d'Istanbul + un 3^{ème} aéroport à Istanbul (article daté de fin avril 2011) :

La Turquie va construire un canal de 150 mètres de large reliant la mer Noire à la mer de Marmara, afin de désengorger le Bosphore qui traverse la première métropole turque, Istanbul, a annoncé mercredi le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan.

"Nous relevons nos manches pour le Canal Istanbul, l'un des plus grands projets du siècle qui fera de l'ombre aux canaux de Panama et de Suez", a déclaré Recep Tayyip Erdogan dans un discours télévisé.

Les études préliminaires sur le projet, qui devraient prendre deux ans, commenceront après les élections législatives de juin, a-t-il déclaré, sans préciser les aspects financiers du projet.

Le canal, qui sera creusé sur la rive européenne d'Istanbul, aura une longueur de 40 à 50 kilomètres, et une profondeur de 25 mètres, a-t-il précisé.

Il pourra être emprunté par les plus gros tankers et paquebots, à raison de 160 par jour, permettant ainsi de désengorger le détroit du Bosphore, a ajouté Recep Tayyip Erdogan, soulignant que 140 millions de tonnes de pétrole étaient transportés annuellement à travers le Bosphore.

Le Bosphore traverse Istanbul du nord au sud et est fréquenté par plusieurs dizaines de milliers de navires marchands chaque année, faisant courir aux quelque 13 millions d'habitants de la principale ville de Turquie de sérieux risques de catastrophe environnementale.

"Ce projet est un projet énergétique, un projet pour les transports (...) Mais avant tout, il s'agit d'un projet pour l'environnement. Il s'agit d'un projet pour la préservation de la nature, de la mer, des ressources en eau (...) d'Istanbul et de ses environs", a déclaré le Premier ministre.

Ce "*projet fou*" prévoit également la construction d'un aéroport -le troisième pour Istanbul et le plus grand de Turquie- et d'un port à proximité du canal, a indiqué Recep Tayyip Erdogan, qui n'a pas voulu révéler le tracé de la voie d'eau ni le coût du projet.

Il a fixé pour l'achèvement des travaux la date de 2023, qui coïncide avec le centième anniversaire de la fondation de la République turque sur les ruines de l'empire ottoman.

L'un des détroits les plus fréquentés du monde

L'annonce de ce projet intervient alors que le Parti de la justice et du développement (AKP, issu de la mouvance islamiste) de Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis 2002, est entré en campagne et espère une nouvelle victoire aux prochaines élections législatives, prévues le 12 juin.

Le Bosphore, point de passage obligatoire des navires en provenance ou à destination de la mer Noire, figure parmi les détroits les plus fréquentés au monde.

Les navires sont confrontés à un danger permanent dans ce passage sinueux d'une trentaine de kilomètres, où ils sont contraints à des manœuvres délicates. Deux accidents de pétroliers avaient respectivement fait 41 et 28 morts, en 1979 et 1994.

Voici lien vers un long article en anglais sur la gentrification de certains quartiers d'Istanbul :
<http://www.red-thread.org/en/article.asp?a=50>